

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Démocratie : entre dérives et recomposition

Pierre Beaudet, Stéphane Chalifour, Donald Cuccioletta, Michel Roche et Judith Trudeau

Numéro 17, hiver 2017

Démocratie : entre dérives et recomposition

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/84455ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Beaudet, P., Chalifour, S., Cuccioletta, D., Roche, M. & Trudeau, J. (2017).
Démocratie : entre dérives et recomposition. *Nouveaux Cahiers du socialisme*,
(17), 8–14.

Démocratie : entre dérives et recomposition

PIERRE BEAUDET, STÉPHANE CHALIFOUR, DONALD CUCCIOLETTA,
MICHEL ROCHE ET JUDITH TRUDEAU

Démocratie : *demos* et *kratos*

La démocratie est une vieille idée qui s'est développée à travers les luttes et les résistances des peuples. L'étymologie du mot (*demos* : peuple et *kratos* : pouvoir) réfère à la cité grecque, à l'agora des citoyens (sans les femmes et sans les esclaves, qui sont la majorité des habitants), où les décisions sont prises sur les priorités et l'allocation des rôles et des responsabilités par tout un chacun. Mais l'expérience démocratique dépasse de loin le périmètre athénien. Elle découle également de peuples et de communautés qui s'inventent des processus et des structures participatives, parfois même sans État ni structure imposée sur et au-dessus de la société¹.

Plus tard dans la modernité occidentale, la démocratie fait un retour spectaculaire contre les structures féodales et monarchiques qui sont combattues dans certaines parties de l'Europe. De la Magna Carta² jusqu'à la Révolution française où se formule avec plus d'acuité le projet républicain, la démocratie est exigée avec son cortège de dispositifs juridiques et politiques : gouvernement responsable, élection des députés au suffrage qui devient universel, *habeas corpus*, délimitation des pouvoirs, etc. Selon des dispositions variées, le pouvoir politique existe dans la mesure où le pouvoir économique reste préservé, puisque le premier droit, celui au-dessus de tous les autres, est le droit à la propriété. C'est ce que, dans la tradition socialiste, on a appelé la *démocratie libérale bourgeoise*.

Au tournant du vingtième siècle, les revendications démocratiques s'étendent au monde non européen dans la gigantesque lutte anticoloniale et anti-impérialiste qui traverse ce qui devient le tiers-monde. En 1948, la *Déclaration universelle des droits de l'homme* proclame que : « La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics » (article 21, alinéa 3), tout en affirmant le droit des peuples à l'autodétermination.

Une démocratie à géométrie variable

Sous la poussée des mouvements socialistes et de libération nationale, la démocratie devient un enjeu social. Aux droits politiques s'ajoute une panoplie de droits établis dans une perspective de justice sociale et de paix. Presque tous

1 Voir à ce sujet les travaux de l'historien et anthropologue Pierre Clastres.

2 Le 15 juin 1215, le roi anglais Jean-sans-Terre doit s'incliner devant les barons avec lesquels il signe la Grande Charte qui limite l'arbitraire royal.

les États et les peuples finissent par endosser ces principes, certains après de longues périodes de convulsion politique. Cependant, des interprétations fort différentes des principes se sont imposées, selon les rapports de force.

Ainsi, la démocratie américaine est restée raciale jusque dans les années 1960, bien au-delà de l'abolition officielle de l'esclavage (1865). La moitié du monde (les femmes) a été exclue de la démocratie bourgeoisie pendant une bonne partie du vingtième siècle³. Les démocraties « populaires » mises en place à l'ombre de l'URSS sont restées aux mains d'une petite élite politique jusqu'à la fin des années 1980. Dans le tiers-monde, plusieurs nouveaux États sont devenus, selon l'expression imagée du Marocain Abraham Serfaty (1926-2010), des « démocraties » avec de minces façades dissimulant mal le pouvoir occulte de petites minorités.

Toutes ces situations et bien d'autres ont été la scène d'après combats. À travers la résistance sociale et politique, la démocratie a été conquise ici et là.

De la démocratie libérale à la démocratie néolibérale

Depuis le siècle dernier, il est devenu indéniable que la démocratie, sous sa forme libérale et bourgeoise, opère dans des limites étroites et contraignantes. Elle repose essentiellement sur une forme de parlementarisme permettant l'arbitrage entre différentes fractions de la bourgeoisie organisées en partis. La classe dominante peut alors se livrer à ses activités dans la sphère de l'économie sans nécessairement exercer directement le pouvoir politique. Dans l'une de ses formules lapidaires, Machiavel disait que « gouverner, c'est mettre vos sujets hors d'état de vous nuire et même d'y penser⁴ ».

Le contrôle que la classe dominante exerce sur les principaux moyens de production, grâce à la propriété privée, lui donne le pouvoir nécessaire pour influencer l'État, dans le sens de ses intérêts. C'est pourquoi elle est capable de tolérer le pluralisme politique, la compétition électorale et même des gouvernements issus des organisations ouvrières et populaires, dans la mesure, évidemment, où les fondements de sa domination ne sont pas remis en question. Pour le philosophe et sociologue J. Habermas, ceux-ci comptent sur l'État, postulant ainsi la nécessité d'un État de droit⁵.

Au tournant des années 1980, de nouveaux dispositifs sont imposés pour « réorganiser » la démocratie en fonction du tournant néolibéral. Le néolibéralisme vise en fait à rétablir la dictature absolue des prétendues lois du marché, qui n'est autre que celle du grand capital financiarisé. Ainsi, dans une perspective néolibérale, l'État ne tire plus sa légitimité de ses capacités à assumer la souveraineté populaire, à se porter garant d'un quelconque « bien

3 Au Québec, les femmes ont acquis le droit de voter en 1940. Ce n'est qu'en 1961 toutefois qu'une première femme a été élue à l'Assemblée législative (l'Assemblée nationale de l'époque).

4 Nicolas Machiavel, *Le Prince* [1515], Paris, Flammarion, 1980.

5 Voir notamment : Jürgen Habermas, *Raison et légitimité*, Paris, Payot & Rivages, 2012.

commun ». L'objectif unique devient celui d'assurer la croissance des profits et de faciliter l'accumulation du capital. Les projets de société s'effacent dans le discours public au profit de l'idéologie gestionnaire, de la lutte au déficit et à la dette, de la rentabilité du capital.

En effet, le peuple apparaît de plus en plus comme un obstacle à la liberté d'entreprise et du marché, puisque la délibération démocratique mène la plupart du temps à la volonté citoyenne de contrôler son environnement, d'encadrer la concurrence, d'élaborer des politiques en fonction du bien commun, etc.

Les dirigeantes et les dirigeants politiques et économiques et les forces sociales qu'ils représentent justifient leurs politiques en commençant par le bout de phrase suivant : « Étant donné l'ampleur du déficit, nous... ». De cette manière, on ne peut plus rien dire. Et c'est sans compter l'utilisation de la peur, de la propagande, de la menace et de la répression judiciaire et policière.

Par ailleurs, les dispositifs du capitalisme financiarisé et les institutions internationales dont il s'est doté se voient confier des tâches de régulation et de contrôle jusque-là assurées par les États. On peut donc s'interroger sur la perte de souveraineté des États, et donc des peuples, qui sont censés constituer le fondement de cette souveraineté. Les élu-e-s, la plupart du temps, se soumettent à des décisions prises ailleurs que dans les parlements. D'une certaine manière, on revient à la situation qui a précédé l'instauration du suffrage universel, dans la seconde moitié du XIX^e siècle. La « gouvernance » actuelle associe de plus en plus fréquemment les représentants du grand capital aux ententes commerciales négociées à huis clos entre les plus grandes puissances.

Un diagnostic sur l'état de la démocratie au Canada, au Québec et dans le monde

Dans ce dossier des *Nouveaux Cahiers du socialisme*, nous commençons par un diagnostic de la démocratie au Canada, au Québec et dans le monde où des débats surviennent dans un contexte historique contemporain tumultueux. Après des années de pouvoir (néo)conservateur, l'élection de Justin Trudeau ne doit pas faire illusion quant à la nature de la démocratie et au simulacre de proximité que tend à projeter l'enfant chéri des médias. Le texte de *Paul Kellogg* montre bien qu'en dépit de la sympathie qu'il soulève, Trudeau fils n'a pas une conception de la démocratie très différente de celle de son père. Il a sensiblement un même rapport aux institutions et à l'économie, ce qui contraste violemment avec l'image fabriquée par les faiseurs d'opinions, qui à l'ère du *selfie* et du *cool*, analysée par *Judith Trudeau*, manipulent une société du spectacle (prévue par Guy Debord en 1968), atteignant un paroxysme avec la « peopolisation » du politique.

D'un sauveur à l'autre, le Parti québécois entame, avec l'élection de Jean-François Lisée, une marche vers le pouvoir qui traduit pour la première fois de son histoire une crise de légitimité de l'idée fondatrice de ce parti, forçant celui-ci à repousser l'échéancier référendaire pour se consacrer pragmatiquement

à la « bonne gouvernance ». Ce changement de cap survient dans un contexte, expliqué par *Bernard Rioux*, de crise de la représentation et de la voie électorale, ce qui affecte aussi les mouvements populaires et la gauche, qui peinent à éviter la fragmentation dans le contexte d'un système électoral atrophié, lequel est décrypté par *Paul Cliche*.

La démocratie de faible intensité est aussi celle qui se déploie dans plusieurs pays, dont la Russie de Vladimir Poutine. Pour *Michel Roche*, le capitalisme russe est ancré sur un État centralisateur et autoritaire, reliquat de l'ère soviétique, qui en est venu à se substituer à une classe capitaliste encore embryonnaire. L'autre Empire n'est pas en reste en matière de dérive, ce qu'on a vu à l'automne 2016 lors de la dernière campagne présidentielle. De cela émerge ce que *Donald Cuccioletta* désigne comme un « totalitarisme inversé », qui est la négation même de la diversité démocratique, à l'heure où le pouvoir de l'argent ne semble plus s'embarasser de ce que l'on appelait jadis le peuple.

Revenir sur l'histoire et les contradictions de la démocratie libérale et représentative

Dans la deuxième partie du dossier, nous voulons comprendre davantage ce que les mouvements populaires et socialistes avaient à reprocher à la démocratie libérale et bourgeoise et comment ils ont envisagé des alternatives.

Moment fondateur d'un long récit, la Commune de 1871 s'était donné pour tâche de mettre en place une autre manière de gouverner basée sur « la participation directe des masses » et incarnée par l'idée d'un « corps agissant à la fois exécutif et législatif », comme le rappelle *Pierre Beaudet*. L'écrasement des insurgé-e-s parisiens donnera lieu par la suite à un débat qui n'a cessé depuis lors de se renouveler entre d'un côté, les partisans d'une conciliation entre institutions parlementaires et organes de participation populaire et, de l'autre, les défenseurs d'une démocratie que l'on souhaite à la fois plus « radicale » et « authentique » dans sa forme et, conséquemment, plus directe. Reprenant les termes du dilemme, Razmig Keucheyan, interviewé par *Stéphane Chalifour*, nous rappelle que la démocratie est « le produit de luttes sociales » et qu'il importe aujourd'hui d'interroger la nature de ce qui relie le Parlement au peuple à la lumière des nouveaux conflits porteurs d'un autre rapport au pouvoir et de pratiques nouvelles.

Présageant avec lucidité les dangers pour la politique de gouvernements totalement rompus à « l'administration des choses et des hommes », *Diane Lamoureux* nous explique que pour Hannah Arendt la parole est au centre de l'action politique et qu'il ne saurait y avoir un monde commun sans l'édification d'institutions délibératives garantes d'un véritable espace public, ce que Arendt croyait voir dans la forme des « conseils » de la révolution hongroise, par exemple. Cette question de l'institution a d'ailleurs été largement débattue au cours des dernières décennies au sein de la gauche contemporaine.

Pour *Simon Tremblay-Pepin*, la nature conflictuelle du politique exige qu'on en finisse avec toute forme d'entité médiatrice propre à bloquer la démocratie dans sa logique fondamentale. *Jonathan Durand Folco* considère que le « municipalisme » (le pouvoir des municipalités, des communes, etc.), bref, la démocratie à petite échelle, pourrait incarner la synthèse recherchée dans cette idée émancipatrice de « réappropriation démocratique des milieux de vie » permettant aux citoyens et aux citoyennes de prendre part aux décisions collectives.

Avatar du néolibéralisme, l'idéologie managériale façonne nos sociétés. *Jean-Pascal Larin* montre qu'elle aurait engendré une bureaucratisation tous azimuts qui, sous un mode plus rhizomique que vertical, participe à dissoudre et à délégitimer davantage les institutions de la démocratie libérale au profit de la sphère exclusive de l'économie devenue autoréférentielle. En témoigne le triomphe des techniques de mise en marché et de marketing politique, ce qu'explique *Jessie Poulette*. Cela participe à la marchandisation de ce qui reste de vie démocratique en vidant de tout contenu les interventions politiciennes destinées à traduire un faux consensus. Par l'analyse d'*Emanuel Guay* et de *Nicolas Villamarin*, ce double phénomène de dépérissement du politique et de délitement de la démocratie permet de saisir le déploiement des stratégies sécuritaires aux frontières des pays capitalistes avancés. Pour reprendre la formule lapidaire d'Achille Mbembe, on assiste au « devenir-nègre » de l'humanité, dont témoigne l'indifférence au sort de ces masses de migrantes et de migrants refoulés dans les marges du système-monde⁶.

Réinventer la démocratie en repensant les enjeux et les pratiques

La réinvention de la démocratie doit accompagner la recomposition du champ politique et la redéfinition du rapport aux institutions. Reprenant les thèses de Pierre Dardot et de Christian Laval sur la notion de sujet politique, *Fanny Theurillat-Cloutier* montre en quoi le fait de rompre avec toute forme d'institutionnalisation, comme le souhaitent les « insurrectionnalistes », est contre-productif et politiquement sans issue. Le commun, c'est d'abord un projet politique et un espace relationnel appelé à fédérer d'autres espaces semblables en une nouvelle entité institutionnelle dont la dynamique intrinsèque serait constamment régénérée par la participation directe de citoyennes et de citoyens mobilisés par des enjeux de proximité et l'usage de ressources.

À cet effet, les mouvements sociaux ont constitué depuis plus de quarante ans de véritables laboratoires d'« expérimentations démocratiques » et de lieux de « réflexion programmatique ». À l'encontre des expériences passées, nous dit *Philippe Boudreau*, il semble que Québec solidaire ait permis « jusqu'à un certain point » de relever le défi de se constituer en parti politique issu des

6 Achille Mbembe, cité dans Justine Canonne, « Le devenir-nègre du monde », *Nonfiction.fr*, 8 mars 2014, <www.nonfiction.fr/article-6949-le_devenir_negre_du_monde.htm>.

mouvements sociaux et capable d'une action qui lui soit propre sans pour autant sacrifier l'autonomie des mouvements populaires. La grève étudiante de 2012 confirme par ailleurs l'émergence d'une nouvelle culture militante capable de questionner ses propres pratiques afin de favoriser la participation du plus grand nombre et de libérer une parole qui ne soit plus le monopole de quelques leaders désignés. Pour *Alain Savard*, la démocratisation dans cette lutte a contribué à la politisation du mouvement (et à sa radicalisation), qui en est venu à élargir le champ de la critique sociale et des revendications. Le mouvement étudiant devrait pouvoir servir d'exemple à des organisations syndicales dont le fonctionnement paraît parfois entrer en dissonance avec la finalité même de l'action syndicale. Selon *Philippe de Grosbois*, les directions syndicales font preuve d'une approche conservatrice de la démocratie, qui sert davantage à la reproduction des appareils et à la légitimation de décisions prises au sommet qu'à un véritable processus de délibération fondé sur la souveraineté des syndiqué-e-s.

Dans le domaine de l'éducation, l'enjeu actuel des batailles à mener par les étudiantes, les étudiants, les enseignantes et les enseignants transcende les questions de salaire et de droits de scolarité. *Philippe Langlois* nous rappelle que c'est le projet éducatif néolibéral qui menace aujourd'hui la démocratie. La marchandisation de l'éducation se traduit par l'adaptation de parcours scolaires modelés par le capitalisme financier dominant, alors que les pratiques pédagogiques sont appelées à se standardiser, dépossédant les étudiants et les étudiantes et le corps enseignant de qui se passe dans les classes.

Irréductible à une tradition aussi forte soit-elle, la lutte pour préserver la démocratie et développer de nouveaux espaces démocratiques est protéiforme. Résistants ou pirates, les *hackers* participent à mettre en place une culture démocratique en proposant aux « citoyens du Web » des pratiques (horizontalité, fédération, inclusivité et accès libre à la connaissance comme aux logiciels) susceptibles, selon *Yannick Delbecque*, de paver la voie à une « démocratie liquide », sorte d'hybridation entre la démocratie directe et la démocratie représentative.

La gauche doit reprendre la bataille de l'imaginaire, selon Dardot et Laval, et cesser d'être une gauche de réaction en reprenant l'initiative pour contester le néolibéralisme et ouvrir plutôt l'horizon, sans rien céder à un pseudoradicalisme libertarien qui récuse toute norme et toute institution et qui, par son refus de toute limite posée au « désir », consacre en réalité « l'illimitation du marché⁷ ».

Le Bolivien Álvaro García Linera, réfléchissant sur l'expérience des luttes démocratiques et populaires en l'Amérique latine de ces dernières années, appelle à une « démocratie du peuple, de la rue, de l'action collective, de la participation et de la mobilisation⁸ ». Il met en garde également la gauche contre

7 Pierre Dardot et Christian Laval, *Ce cauchemar qui n'en finit pas. Comment le néolibéralisme défait la démocratie*, Paris, La Découverte, 2016.

8 Álvaro García Linera, *El proceso boliviano en clave regional*, conférence, Quito, 29 septembre 2015.

le fait de s'en tenir à des définitions simplistes de la démocratie et d'imaginer que cette dernière peut se renforcer en demeurant à l'intérieur des combats sur et dans l'État :

En nous isolant et en refusant d'intervenir, nous finissons par cautionner une situation où quelques-uns continuent de gérer le pouvoir contre la majorité, de désorganiser la société et de continuer la dépossession des richesses communes. De fait, l'État n'est pas une chose, mais un rapport social. L'État, c'est une relation entre les personnes, une manière d'établir des relations quotidiennes entre les gens sur des choses qui nous concernent tous : le transport, l'éducation, l'échange, la santé, le respect, la sociabilité⁹.

Lutte prolongée et guerre de position

Nous ne prétendons pas avoir épuisé la réflexion sur le thème de la démocratie, de ses dérives et des formes nouvelles qu'elle peut et pourrait revêtir. Une constante semble toutefois se dégager de ces contributions. D'abord, la démocratie bourgeoise (libérale et représentative) est plus que jamais remise en question par les nouveaux seigneurs d'une économie mondialisée pour lesquels l'accumulation, dans sa dynamique sociopolitique, rime avec la restriction des droits sociaux d'une main-d'œuvre corvéable à merci et la subordination de gouvernements qui ont trouvé dans l'argument sécuritaire un prétexte pour justifier des mesures d'exception. Forme achevée de la négation des « gens de rien », des « sans-part », pour paraphraser Jacques Rancière, cet « État de droit oligarchique¹⁰ », s'il génère désaffection et cynisme, est aussi, *a contrario*, un puissant vecteur de mobilisation et de recomposition de la « substance, des formes et des limites de l'existence collective¹¹ ». Curieusement, la lutte pour la démocratie s'incarne aujourd'hui en partie dans la défense des institutions démocratiques – vidées de leur substance par le néolibéralisme – et leur transformation en un espace de délibération et d'expression de revendications démocratiques égalitaires. Elle est subséquemment liée à la création d'une volonté collective (d'un nous, comme le disait Antonio Gramsci) porteur d'un autre imaginaire et apte à refonder le pouvoir politique sur les bases de l'hégémonie des plus « nombreux ».

9 *Ibid.*

10 Jacques Rancière, cité dans Christian Ruby, « La démocratie en question », *Nonfiction.fr*, 19 juillet 2016, <www.nonfiction.fr/article-8407-la_democratie_en_question.htm>.

11 Chantal Mouffe et Ernesto Laclau, « L'itinéraire de la démocratie radicale », *Raisons politiques*, vol. 3, n° 35, 2009, p. 207-220.